

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 30 novembre 2022
(Convocation du 22 novembre 2022)

Aujourd'hui, le 30 novembre 2022 à 14h00, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice	
• Nombre	53
• Voix	322
Présents	
• Nombre	30
• Voix	154
Pouvoirs	
• Nombre	10
• Voix	77
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	40
• Voix	231
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Agathe Bourretère, Mme Fabienne Costedoat-Diu, Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, Mme Véronique Thirault, M. Jean Arriubergé, M. Pierre Brau-Nogué, M. Paul Carrère, M. Frédéric Ré
- Pour les Régions membres : M. Éric Sargiacomo
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mme Isabelle Nogaro, M. Philippe Baron, M. Francis Betbeder, M. Bernard Bonnemason, M. Philippe Brethes, M. Philippe Castets, M. Pierre Cazères, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Jean-Marc Lescoute, M. Patrick Maunas, M. Laurent Nolibois, M. Jean-Pierre Rémy
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Michel Chanut, M. Jean-Jacques Dané, M. Bernard Labadie, M. Antoine Lequertier, M. Bernard Lougarot, M. Didier Sakellarides

Étaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les Départements membres : Mme Nathalie Barrouillet, M. Thierry Carrère, M. Francis Dupouey, M. Charles Pelanne, M. Bernard Verdier
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel
- Pour les communautés de communes membres : Mme Pascale Réquenna, M. Didier Gaugeacq, M. Denis Lanusse
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Christian Ducos

Étaient excusés :

- Pour les Départements membres : M. Gérard Castet, M. René Castets, M. Damien Delavoie, M. Julien Dubois, M. Bernard Poublan, M. Marc Saint-Estevan,
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, M. Jean-Yves Arrestat, M. Michel Cuyaubé, M. Pierre Lajus, M. Philippe Latry, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Christophe Pugnetti

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Délégué



OBJET : Programme d'actions - Direction générale des services techniques - Programme d'actions 2022 - Modification de programme - Fiche n°44 bis - Étude de diagnostic et d'opportunité de reprise de l'ouvrage réalisé en rive droite du plan d'eau de la gravière de Mirepeix / Baudreix dans le cadre de l'aménagement réalisé sur le gave de Pau en 1989

Exposé des motifs :

Par décision n°2022_CS_15 en date du 23 mars 2022, le comité syndical avait approuvé le principe d'une participation technique et financière de l'EPTB à la réalisation d'une étude d'analyse technique réalisée sous maîtrise d'ouvrage du syndicat mixte du gave de Pau, sur la base d'une participation du Département des Pyrénées-Atlantiques, et avait validé en conséquence l'ajout de la fiche programme n°44 au programme d'actions 2022 de l'EPTB.

Après consultation des entreprises opérée par le syndicat mixte du gave de Pau et échanges avec les différentes parties prenantes de cette opération, le coût prévisionnel et le plan de financement prévisionnel de l'opération ont été révisés.

Le montant prévisionnel de l'opération, prévu initialement à hauteur de 50 000 € HT soit 60 000 TTC est, sur la base de l'offre retenue, établi à 59 583,33 € HT soit 71 500 € TTC.

Le plan de financement prévisionnel est quant à lui révisé de la manière suivante :

Plan de financement prévisionnel initial

Cofinanceurs	Taux	Montant
État	20%	12 000 €
Commune de Mirepeix	10%	6 000 €
Commune de Baudreix	10%	6 000 €
Société DPL	20%	12 000 €
Institution Adour (Département des Pyrénées-Atlantiques)	20%	12 000 €
SMBGP (communauté de communes du Pays de Naye)	20%	12 000 €

Plan de financement prévisionnel ajusté (incluant la capacité d'engager jusqu'à 10% de surcoût)

Cofinanceurs	Taux	Montant
État (fonds Barnier - FPRNM)	50%	35 750 €
État (DDTM 64 - gestion du DPF)	16,6%	11 917 €
Institution Adour (Département des Pyrénées-Atlantiques)	16,6%	11 917 €
SMBGP (communauté de communes du Pays de Naye)	16,6%	11 917 €

Vu la délibération n°2022_CS_15 de l'Institution Adour en date du 23 mars 2022, relative à l'ajout d'une nouvelle action au programme d'actions 2022 de l'établissement portant sur la réalisation par le SMBGP d'une étude de diagnostic et d'opportunité de reprise de l'ouvrage réalisé en rive droite du plan d'eau de la gravière de Mirepeix / Baudreix dans le cadre de l'aménagement réalisé sur le gave de Pau en 1989,

Considérant l'aboutissement de la procédure de consultation des entreprises et des discussions avec les différentes parties prenantes opérées sous l'égide du SMBGP,

Considérant le coût prévisionnel de l'offre retenue,

Considérant la proposition du plan de financement révisé,

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.



LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- de rapporter la fiche n° 44 du programme d'actions 2022,
- d'approuver le plan de financement prévisionnel modifié,
- d'approuver le contenu de la fiche n° 44 bis telle qu'annexée intervenant en remplacement de la fiche n° 44,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 30 novembre 2022 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE

FICHE DE PROPOSITION n° 44 bis

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétence historique	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Risques fluviaux

Intitulé de l'opération :

Étude de diagnostic et d'opportunité de reprise de l'ouvrage réalisé en rive droite du plan d'eau de la gravière de Baudreix dans le cadre de l'aménagement réalisé sur le gave de Pau en 1989.

Zone d'influence :

Gave de Pau (64)

Contexte de l'opération :

Dans le cadre de la demande de renouvellement de l'autorisation d'exploiter le site d'extraction de granulats implanté en rive droite du gave de Pau à Baudreix et d'extension par l'exploitation d'un nouveau site en rive droite à Bourdettes, déposée par la société Dragage du Pont de Lescar (groupe Daniel), l'État a prescrit au pétitionnaire une obligation préalable à l'exploitation du nouveau site de conclure une convention avec l'Institution Adour, en tant que gestionnaire des ouvrages de protection implantés en rive droite et rive gauche du gave au droit des deux sites.

Le projet d'aménagement de la zone de Baudreix, conduit par l'Institution Adour en 1989, a été dimensionné au moyen de plusieurs études hydrauliques et visait notamment à permettre la poursuite de l'activité d'extraction (implantation d'un nouveau site d'extraction de granulats en rive droite zone aval et sécurisation du site existant en rive droite zone amont). Dans ce cadre, en sus du recoupement d'un méandre, de la construction du seuil associé et des équipements et travaux connexes (prise d'eau et canal de Baniou), les deux ouvrages de protection suivants ont été réalisés :

- l'ouvrage F1 : protection du bassin d'extraction au moyen d'un perré en enrochements en rive droite du gave sur une longueur de 470 m soit un volume total de 5 200 m³,
- l'ouvrage E1 : protection du méandre de Bourdettes au moyen d'un perré en enrochements en rive gauche sur une longueur de 230 mètres (y compris un ancrage en berge de 40 mètres) soit un volume total de 1 500 m³.

L'ouvrage F1 avait été dimensionné pour protéger contre le risque de capture du plan d'eau et a été conçu pour résister aux érosions du fleuve et prémunir le plan d'eau de la submersion, étant calé en hauteur au-dessus du niveau des plus hautes eaux connues.

L'ouvrage E1 a quant à lui été dimensionné pour la protection contre les érosions de berges, sans objectif de lutte contre la submersion. Il est à noter que la société Dragages du Pont de Lescar a conduit une analyse de diagnostic de l'ouvrage incluant une note de dimensionnement qui conclut en indiquant que l'ouvrage est pérenne. Dans le cadre de la même étude, il a été mentionné (sans diagnostic conduit) que l'ouvrage F1 était considéré comme non pérenne. Dès lors, l'aménagement d'une zone déversement sécurisée entre les deux lacs (gravière et base de loisir) a été dimensionné pour éviter la capture en cascade des plans d'eau en cas de crue si le gave venait à franchir l'ouvrage F1.

Il est à noter que la communauté de communes du Pays de Nay envisage d'aménager entre le lac de la base de loisir et le gave, un autre ouvrage de déversement pour sécuriser la zone aval (retour vers le gave en aval de la base de loisir) en cas de crue.

Dès lors, afin d'analyser, au regard du fonctionnement actuel du gave, d'une part, l'état structurel et le niveau de résistance de l'ouvrage F1, et ainsi déterminer son niveau de protection et les consignes de surveillance afférentes, et d'autre part, envisager un aménagement coordonné d'une zone de surverse sécurisée, il est proposé de conduire une étude de diagnostic et d'opportunité de reprise de cet ouvrage.

Au vu de l'analyse juridique conduite dans le cadre d'une opération précédente et confiée au cabinet Landot, et suite aux récents échanges entre les différentes parties prenantes (État, société DPL, communauté de communes du Pays de Nay, communes de Baudreix et Mirepeix, syndicat mixte du bassin du gave de Pau et EPTB), il semble opportun que cette étude soit conduite sous maîtrise d'ouvrage de l'opérateur local en charge de la GEMAPI : le syndicat mixte du bassin du gave de Pau.

Description de l'opération :

L'étude comprendrait le diagnostic de l'ouvrage (topographie, géotechnie, géophysique), l'analyse de son fonctionnement, l'établissement des consignes de surveillance, et l'analyse de l'opportunité d'aménager l'ouvrage en cohérence avec les deux futurs ouvrages de déversement.

Cette étude serait conduite durant le second semestre 2022 sous maîtrise d'ouvrage du SMBGP. Une convention de partenariat technique et financier encadrera les modalités de la participation de l'EPTB à la conduite de cette étude par le syndicat.

Interventions antérieures :

L'Institution Adour est intervenue en 1989 pour réaliser l'aménagement de la zone, comme indiqué ci-avant dans la partie contexte.

Suite aux crues de 2013, l'Institution Adour est intervenue pour réparer une brèche (60 mètres de long, 15 mètres de large et environ 3 mètres de haut) qui s'était formée sur l'ouvrage F1, par la mise en place d'enrochements coté gave et coté gravière.

Echéance - Délais :

Cette étude serait engagée durant le second semestre 2022 et réalisée sous 6 mois à compter du lancement.

Coût de l'opération :

71 500 € TTC

Plan de financement :

L'Institution Adour interviendrait en cofinancement de l'opération versée au syndicat mixte du bassin du gave de Pau, dans le cadre d'un conventionnement.

Le plan de cofinancement prévisionnel sera réparti comme suit :

Cofinanceurs	Taux		Montant
État (fonds Barnier - FPRNM)	50%		35 750 €
État (DDTM 64 - gestion du DPF)	50%	1/3	11 917 €
Institution Adour (Département des Pyrénées-Atlantiques)		1/3	11 917 €
SMBGP		1/3	11 917 €



Plan de situation :

